



Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

CIG : lever le secret

Dans un mois, le **Conseil européen d'Amsterdam** est censé conclure la Conférence intergouvernementale en adoptant le texte des modifications au traité de l'Union européenne.

Les enjeux de cette révision sont particulièrement nombreux pour définir ce que sera le contenu du **projet européen** pour le début du XXI^e siècle et préparer l'élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale.

Pourtant, le **secret** le plus complet continue à régner sur les négociations. La présidence néerlandaise est censée présenter le 20 mai un nouveau projet de traité et un Conseil européen extraordinaire est prévu le 23 mai à Noordwijk aux Pays-Bas, afin d'associer le nouveau gouvernement britannique de Tony Blair. Mais les **diplomates** conservent le monopole absolu sur le contenu des discussions, comme si l'Europe restait uniquement une construction intergouvernementale.

Dans cette logique, le seul rôle que conservent les citoyens, les forces sociales et même le Parlement européen est de **donner a posteriori un point de vue global sur les résultats**. Jusqu'ici, ils ont toujours fini, bon gré, mal gré, par considérer que l'avancée de l'intégration européenne était plus importante que ces entorses aux principes démocratiques.

Ces dernières années, cependant, ont vu se développer un "**eurocepticisme**" croissant des peuples, des contestations grandissantes, voir même des rejets d'une intégration ne laissant que **trop peu de place au social et à la citoyenneté**. En poursuivant dans cette voie, les responsables européens prennent le risque de conduire l'Europe à l'échec.

Il ne suffit pas de proclamer solennellement la nécessité de "**rapprocher l'Europe des citoyens**". Pourquoi le Conseil européen d'Amsterdam ne rendrait-il pas public un projet, qui serait soumis à une **discussion publique** de tous les européens, dont le Parlement européen ferait la synthèse avant qu'un Conseil européen ne conclue à l'automne? Utopie, sans doute... Mais l'Europe en manque.

Pierre Bauby et Jean-Claude Boual

Conseil des ministres

Le 29 avril, le Conseil des ministres a adopté sa "**position commune**" sur la nouvelle proposition de directive établissant les **règles de libéralisation des services postaux** dans l'Union.

Un accord de principe était intervenu le 19 décembre dernier. Le compromis prévoit que l'ouverture obligatoire des services de publipostage et de courrier transfrontalier interviendra en **2003**, à moins que le Conseil et le Parlement revoient la situation avant l'an 2000. Le texte exige que les fournisseurs de services universels comptabilisent les services réservés qu'ils assurent séparément des autres services ouverts à la concurrence.

Le **Parlement européen** doit procéder à la seconde lecture de cette directive avant son adoption définitive. En mai 1996, il s'était montré très critique à l'égard d'un projet de libéralisation qui risquait de mettre en péril les missions d'intérêt général, en particulier de lien social, que remplit la poste dans chacun des pays de l'Union.

Rappelons également que la **Commission** avait prévu d'accompagner la directive d'une "**notice**", non soumise au Parlement européen, établissant les principes d'application des règles de concurrence de l'Union au secteur postal.

IGC: revealing the secret

Within a month, the **European Council in Amsterdam** ought to conclude the Inter-Governmental Conference, by adopting a text modifying the Treaty of the European Union.

Numerous issues are at stake under this revision, which will define the content of the **European project** at the start of the 21st Century and prepare the way for the enlargement of the Union to central and eastern Europe.

Despite this, the negotiations are being carried out in complete **secrecy**. The Dutch presidency should present a new project for the Treaty on the 20 May, and on the 23 May an extraordinary European Council is set to take place in Noordwijk (the Netherlands), in order to bring in the new British government of Tony Blair. But the **diplomats** have an absolute monopoly over the content of discussions, as if Europe were solely an inter-governmental construction.

Following this logic, the only role left for citizens, social actors and even the European Parliament is **to give an overall opinion, a posteriori, of the results of the negotiations**. Until now, they have always finished by considering, like it or not, that further European integration was more important than the bending of democratic principles.

Over the last years, however, there has been a rise of "**Eurocepticism**" among the peoples of the Union, increasing protestations and even outright rejection of a form of integration which gives **too little space to social considerations and citizens**. By continuing down this path, Europe's leaders risk failure.

Merely proclaiming solemnly that "Europe should be closer to its citizens" is not enough. Why does the European Council in Amsterdam not make the project public, so that it may be submitted to a **public discussion** by all, which could be summarised by the European Parliament, prior to the conclusions of a European Council in the autumn? Utopian perhaps... but this is what Europe lacks.

Pierre Bauby and Jean-Claude Boual

The Council of Ministers

On the 29 April, the Council of Ministers adopted its "**common position**" on the new proposition of the directive establishing **the rules for liberalising postal services** within the Union.

An agreement in principle had been reached on the 19 December last. The compromise accepts the compulsory opening up of mass mailing and cross-border mail as of **2003**, unless the Council or the Parliament re-opens the matter before the year 2000. The text demands that suppliers of universal services provide separate accounts for their reserved services and services open to competition.

Before its final adoption, the directive must go through its second reading in the **European Parliament**. In May 1996, the latter was highly critical of the liberalisation project, which threatens the general interest functions of postal services throughout the Union, especially the maintaining of social links.

It should be remembered that the **Commission** had planned to add a "**notice**" to the directive, not submitted to the Parliament, which would establish the principles of competition in the Union's postal sector.

28 mai : journée d'action de la CES

La **Confédération européenne des syndicats (CES)** organise une grande **journée d'action européenne pour l'emploi** le mercredi 28 mai.

Face à la crise économique et sociale, qui est loin d'être surmontée, et qui s'accompagne de toutes sortes de restructurations, de privatisations et de délocalisations qui déstabilisent la structure économique et de l'emploi, la CES veut peser sur la Conférence intergouvernementale et le sommet européen d'Amsterdam chargés de la réforme du traité de l'Union.

Pour la CES, le traité doit créer la base pour la réalisation d'un **véritable union sociale** qui mette les politiques économiques et de l'emploi au même niveau que les politiques monétaires. Les conflits sociaux récents dans plusieurs pays européens ont clairement démontré qu'une Union qui ne tient pas compte des aspirations légitimes des gens en termes d'emploi et de politique sociale est résolument rejetée par ses citoyens.

Emilio Gabaglio, secrétaire général de la CES, souligne que *"face aux défis de la globalisation, l'enjeu est de taille. C'est pour cela que nous demandons de renforcer le contenu social de l'Union en incluant dans le traité le respect des droits sociaux fondamentaux des travailleurs, l'égalité hommes-femmes, une mission claire des services d'intérêt général, ainsi que le Protocole social lui-même, afin de permettre de fonder de véritables relations industrielles au niveau européen"*.

Contact : CES, Bld. Emile Jacqmain 155 - B - 1210 Bruxelles. Tel (32-2) 224 04 11. Fax (32-2) 224 04 54.

Initiatives

- * Un livre vert **"Partenariat pour une nouvelle organisation du travail"** a été adopté par la Commission. Il lance un processus de consultation sur le défi posé par les travailleurs.

Contact : DG V, rue de la Loi, 200 - B - 1049 Bruxelles. E-mail : DG5-Partnership@BXL.DG5

- * **Médiateur européen.** Les personnes et organisations résidant dans l'Union peuvent se plaindre au Médiateur (Jacob Söderman) en cas de mauvaise administration de la part des institutions ou organes communautaires.

Contact : Médiateur européen, 1 avenue du Président Robert Schuman, F - 67001 Strasbourg Cedex. Tel : (33-3) 88 17 40 01. Fax : (33-3) 88 17 90 62.

- * 3 et 4 juin : Conférence sur **"La CIG et les droits sociaux fondamentaux"** organisée par la Plateforme des ONG européennes du secteur social et la CES au Parlement européen.

Contact : Clarisse Delorme, c/o Coface, rue de Londres 17 - B - 1050 Bruxelles. Tel : (32-2) 511 37 14. Fax : (32-2) 511 19 09. E-mail : platform@dproducts.be

- * Les **III^e Etats généraux de la société civile** ont eu lieu le **7 mai** au Parlement européen à Bruxelles. Ils ont été l'occasion d'engager une réflexion avec des représentants du Parlement sur la manière d'engager un processus de type constitutionnel, associant les citoyens européens. La création d'un inter-groupe du Parlement a été envisagée.

Une nouvelle séance des Etats généraux aura lieu à **Amsterdam le 16 juin** pendant le Conseil européen.

Contact : Forum permanent de la société civile, Place du Luxembourg 1, B - 1050 Bruxelles. Tel (32-2) 512 44 44. Fax (32-2) 512 66 73.

Afin de faire circuler rapidement les informations, adressez à **"NOUVELLES-NEWS-EUROPE"** de **brèves informations** en anglais et français par courrier, fax ou e-mail (**celsig@worldnet.fr**).

28 May: A day of Action for the ETUC

The **European Trade Union Confederation (ETUC)** is organising a major **European Day of Action on Employment**, Wednesday the 28 May.

Faced with the present economic and social crisis, which is far from being resolved, and which is accompanied by all sorts of restructuring, privatisations, production relocations that are de-stabilising Europe's economic structure and employment, and the ETUC wants to influence the IGC and the summit in Amsterdam, which are charged with reforming the Treaty.

For the ETUC, the Treaty must create the basis for realising a **real social union**, which gives the same priority to economic and employment policies as is given to monetary policy. The recent social conflicts in several European countries have clearly shown the rejection of a Union which does not take into account the legitimate aspirations of citizens, relating to employment and social policy.

Emilio Gabaglio, secretary general of the ETUC, underlines the fact that *"given the challenges of globalisation, much is at stake. That is why we ask for the social content of the Union to be reinforced, to include in the Treaty the respect for fundamental workers' rights, equality between men and women, a clear commitment to general interest services, as well as the Social Protocol itself, so that true industrial relations may be formed at the European level"*.

Contact: ETUC, Bld Emile Jacqmain, 155 - B - 1210 Brussels. Tel: (32-2) 224 04 11. Fax: (32-2) 224 04 54.

Initiatives

- *The Green Paper **"Partnership and the New Organisation of Work"** was adopted by the Commission. It launches a consultation process in response to the challenge provided by workers.

Contact: DG V, rue de la Loi, 200 - B - 1049 Brussels. E-mail: DG5-Partnership@BXL.DG5

- *The **European Ombudsman.** Individuals or organisations resident in the Union may lodge complaints with the Ombudsman (Jacob Söderman) about the bad administration by Union institutions or organs.

Contact: The European Ombudsman, 1 ave du Président Robert Schuman, F - 67001 Strasbourg Cedex. Tel: (33-3) 88 17 40 01. Fax: (33-3) 88 17 90 62.

- *3 and 4 June: a Conference on **"The IGC and Fundamental Social Rights"** is being organised by the Platform of European NGOs in the social sector and the ETUC, at the European Parliament.

Contact: Clarisse Delorme, c/o Coface, rue de Londres 17 - B - 1050 Brussels. Tel: (32-2) 511 37 14. Fax: (32-2) 511 19 09. E-mail: platform@dproducts.be

- *The **IIIrd States General for the Civil Society** took place on the **7 May** at the European Parliament in Brussels. It provided an opportunity to start a discussion with Parliamentary representatives on how to launch a constitutional-type process bringing in European citizens. The possibility of creating an inter-Parliamentary group was mooted.

A new meeting of the States General will take place in **Amsterdam on the 16 June**, during the European Council.

Contact: The Permanent Forum for the Civil Society, Place du Luxembourg 1, B - 1050 Brussels. Tel: 32-2-512 44 44. Fax: 32-2-512 66 73.

To help the rapid flow of news, please send brief information to **"NOUVELLES-NEWS-EUROPE"**, in English and French, by courier, fax or e-mail (**celsig@worldnet.fr**).

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33) 01 40 42 50 24. Fax : (33) 01 40 42 13 78. E-mail : celsig@worldnet.fr. Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et *and* Jean-Claude Boual. Diffusé exclusivement par Fax et Email. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 500 FF. *Subscription for 1 year: FF 500*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.